

# HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haiti-Observateur Group, Inc.  
[www.haiti-observateur.ca](http://www.haiti-observateur.ca)  
Haiti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
[haiti\\_observateur@yahoo.com](mailto:haiti_observateur@yahoo.com)  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 18 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 24 - 31 juillet 2024

## LA MMAS DÉPLOYÉ EN HAÏTI, L'ÉTAT D'URGENCE SÉCURITAIRE DÉCRÉTÉ Mais les gangs armés mènent leurs attaques comme ils veulent

### Le CPT déserte le Palais national, prend refuge à la Villa d'Accueil...

Par Léo Joseph

Nonobstant les discours rassurant et les propos musclés dirigés sur les gangs armés, par le Premier ministre Garry Conille, la peur continue d'avoir la peur dans le

ventre, car les gangs armés continuent de frapper mortellement quand ils veulent. Il semble que même les récits relatifs aux accrochages, qui se sont produits entre policiers conjointement avec leurs collègues kenyans ne reflè-

tent pas nécessairement la vérité. En tout cas, en attendant que les pendules soient remises à l'heure, les membres du Conseil présidentiel intérimaire (CPT) restent loin de du Palais national, se contentant de cohabiter avec le chef du

gouvernement, à la Villa d'Accueil, à Museau.

réfugiés internes, obligé de désert le Palais national, résidence



Général Godfrey Otunge, commandant de la MMAS déployée en Haïti.



Normil Rameau, directeur général de la PNH.

On pourrait dire que la présidence, institution bicéphale regroupant neuf membres, fait partie des

officielle du président de la République, pour ne pas se retrouver victimes des bandits. Voilà une

Suite en page 2

### LE MASSACRE DE LA SALINE DE 2018 EN HAÏTI

## Plus de 30 personnes renvoyées devant le Tribunal criminel

### Deux ex-hauts fonctionnaires et Barbecue parmi elles...

Par Léo Joseph

Restées impunies durant plus de six ans, la justice a fini par rattraper les personnes les personnes impliquées dans ce

moins six ans. Le magistrat a pris cette décision, dans une ordonnance ayant suivi le réquisitoire définitif du Parquet du Tribunal de première instance de Port-au-Prince, qui porte la date du 31 mai de cette année.

En effet, parmi les accusés figurent les individus suivants : Fednel Monchéry et Pierre-Richard Duplan, respectivement, ex-directeur général du Ministère de l'Intérieur, et ex-délégué département de l'Ouest, sous le gouvernement de Jovenel Moïse.

Une troisième personnalité, très visible dans la communauté figure sur cette fameuse liste. Il s'agit de Jimmy Chérizier, alias Barbecue. Ces trois hommes avaient été, dès le début, dénoncé comme étant des commanditaires de ces crimes, sans qu'ils aient été inquiétés par le pouvoir, qui se contenta d'annoncer leur mise en disponibilité de leurs fonctions, alors qu'ils touchaient régulièrement leurs émoluments, en sus de continuer à jouir de tous les avantages offerts par leurs hautes fonc-

tions.

Parmi la trentaine d'accusés se trouvent aussi Léonel Altona (alias Bout Jeanjean), Chéry Christ-La (dit Chrisla, Gregory Antoine, dit Ti-Greg, Aectis Serge, alias Ti-Junior et



Fedner Monchéry

Andres Iscar, ces derniers sont décédés, leur mort ayant été dument constatée telle que signalé dans l'ordonnance, pour avoir été rapportée par la Police.

D'autres individus se trouvant également sur cette liste sont Pouchon Jean, Josué François, Nelson Mikelson,

Suite en page 9



Pierre-Richard Duplan

crime, qui avait été caractérisé de « crime d'État ». Un juge d'instruction vient de renvoyer plus d'une trentaine de personnes, par-devant le Tribunal criminel, sans assistance de jury.

Le juge instructeur Jean Wilner Morin, à la suite d'une instruction de ce crime, qui s'est tirée sur une période d'au

## HAPPENINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

### Reducing government spending is a patriotic obligation!

Haiti, nicknamed "the poorest country in the Western Hemisphere," has become even poorer



Prime Minister Garry Conille over the past thirty years. This situation has been made possible when a new generation of politicians assumed

power, following the fall of the Duvalier dynasty. Whereas in the past, patriotism, more or less, animated those who held the reins of public administration, though, at times characterized by despotism, since the 1990s, mercenaries have taken over and are responsible for making decisions for the state, while aiming at becoming millionaires. Unless this practice is reversed, the country's leaders will continue in holding their hats out, as official beggars, to the international community, in the name of the Haitian people, causing at the same time the progressive loss of sovereignty of the world's

Continued to page 7

# LA MMAS DÉPLOYÉ EN HAÏTI, L'ÉTAT D'URGENCE SÉCURITAIRE DÉCRÉTÉ Mais les gangs armés mènent leurs attaques comme ils veulent

## Le CPT déserte le Palais national, prend refuge à la Villa d'Accueil...

Suite de la page 1

e situation intenable, les conseillers présidents se voyant obligés d'accepter de se loger dans des espaces inconfortables, car manquant de logement adéquat pour remplir leurs tâches à leur satisfaction. Cette situation intenable les oblige à s'éloigner, le plus souvent possible de la Villa d'Accueil, afin de faire des déplacements ailleurs. D'aucuns estiment pouvoir conclure que cette situation serait la cause d'une série de visites effectuées auprès des institutions étatiques, qui prennent l'allure d'une nouvelle pratique politique introduite par cette bizarre présidence.

Si l'on se met dans la peau des neuf individus remplissant le rôle de président, on comprendra bien qu'ils se trouvent dans « leurs petits souliers », puisqu'ils sont forcés de partager leurs espaces de travail avec le Premier ministre. La Villa d'Accueil était conçue pour héberger la primature, soit le chef du gouvernement, ses fonctionnaires et employés; alors que le Palais national est appelé à loger les bureaux de la présidence ainsi que ceux de tout le personnel qui relève du chef de l'Exécutif. Présentement, les attaques récurrentes des malfrats, qui se perpétuent, sans crier gare, oblige les membres de l'Exécutif à prendre refuge ailleurs. Comme le Ministère de la Défense, qui a dû déloger ses bureaux. À l'instar aussi de la primature, dont ses installations se trouvaient, au Bicentenaire, au centre-ville.

Il s'agit d'une situation, pour le moins embarrassante, que les actuels dirigeants, se trouvant dans une situation énigmatique avec les Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), qui, déployée sur le terrain, depuis bientôt plus d'un mois, n'a pas encore lancé une action punitive de nature à faire la différence avec le doute persistant dans la population, par rapport à la détermination et les compétences des policiers kenyans de participer à la neutralisation des criminels armés. Une mission dont leur président, William Ruto, s'était porté garant de la pertinence des actions sur le terrain.

### L'état d'urgence sécuritaire décrété sur 14 communes de Port-au-Prince

On peut parier que Garry Conille

se sent dans ses petits souliers, après avoir décrété l'« état d'urgence sécuritaire » affectant quatorze communes de Port-au-Prince. Bien que, dans un premier temps, la population ait accueilli cette information dans l'euphorie,

Consécutivement à l'annonce relative à l'état d'urgence sécuritaire faite par le Premier ministre Garry Conille, dans son discours, a été publié, dans le Journal officiel *Le Moniteur*, le décret à cet effet, indiquant que cette déci-

mas : Carrefour de l'Aéroport rebaptisé Carrefour de la Renaissance, Nazon, Delmas 3, Delmas 24 jusqu'au Carrefour de l'Aviation, Route Piste, Simon Pelé; commune de Cite Soleil : Cazeau, Butte Boyer, Croix-des-Missions,

nationale numéro 1; commune de Gros Morne jusqu'à Ti-Bois d'Homme.

### Couvre-feu potentiel annoncé

Dans le même *Moniteur*, il est annoncé que, dans le cadre de l'état d'urgence sécuritaire, il est possible que soit décrété le couvre-feu, au cas où les autorités l'estimeraient nécessaire. En effet, dit l'organe officiel : « (...) pendant l'état d'urgence sécuritaire, en cas de besoin, le Premier ministre établit un couvre-feu sur toute l'étendue des communes et localités mentionnées ».

Et le journal officiel ajoute cette information cruciale : « Il est interdit de circuler par quelque moyen que ce soit sur toute l'étendue des communes et localités mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> pendant la période et l'horaire indiqués dans le communiqué instaurant le couvre-feu ».

Toujours, selon le décret : ces dispositions « ne s'appliquent pas aux agents de la force publique en service, aux pompiers, aux ambulanciers, aux personnels de santé ni aux journalistes dûment identifiés ».

### La capacité des forces publiques de renforcer le couvre-feu en doute

La manière dont se comportent les forces de l'ordre haïtiennes, face aux gangs armés n'autorise pas à croire en leur capacité de renforcer le couvre-feu, tel que décrit dans le décret officiel. C'est, d'ailleurs, ce que pensent des secteurs spécialisés dans le domaine de la sécurité, mais surtout en évaluation des ressources humaines et des moyens disponibles, dans le cas d'Haïti, en dépit de la présence de la MMSA, déployée dans le pays depuis déjà plus d'un mois mais, alors que les criminels continuent de contrôler 80 % du territoire de la capitale, intensifiant leurs attaques criminelles quand ils veulent et où ils veulent. En effet, trop de gens minimisent les déclarations des autorités relatives au renforcement d'un éventuel couvre-feu, parce que, disent-ils, il est extrêmement rare que les appels au secours ou au renfort lancés aux décideurs de la PNH aboutissent. Ou bien quand ces appels sont pris en compte, ceux qui, finalement, volent au secours arrivent trop tard. Les critiques de cette idée attirent l'attention sur

Suite en page 3



Les derniers blindés récemment livrés en Haïti.

pour avoir attendu si longtemps le déploiement des premiers 200 policiers du Kenya, le premier

sion durera du 19 juillet au 19 août. Elle concerne les territoires cités où sera mise en vigueur cette

Clercine, Tabarre 27 jusqu'au Pont Tabarre, Tanager, Torcel, Les Palmes. Commune de Pé



Remorquage en cours d'un blindé Maxx Pro tombé en panne durant une opération au centre-ville de Port-au-Prince.

contingent de cette mission placée sous le leadership de 1 000 policiers kenyans, a vite désenchanté. Les Kenyans tardant encore à lancer une descente dans le fief des bandits, les gangs armés continuent de frapper durement les innocents; ils persistent, sans inhibition ou opposition aucune, à perpétrer les crimes qu'ils ont multipliés, dans quasiment toute la capitale haïtienne dont ils occupent 80 % du territoire, selon l'évaluation des Nations Unies.

condition.

Dans le département de l'Ouest, les communes suivantes : Au sud de la capitale : Gressier, Carrefour, Fond Tamara, Tibois, Descayettes, Grand-Ravine, Cité de l'Éternel, Village de Dieu; Port-au-Prince : Rue Oswald Durand, Rue Magloire Ambroise, Carrefour-Feuilles, Pacot, Turgeau, Canapé Vert, Sainte Marie, Lalue, Ruelle Chrétien, Fort National, Solino, Bel-Air, Centre-Ville, La Saline; commune de Del

tion-Ville : Pernier jusque vers la Rivière Grise, Gros Jean, Méti vier, Corvette, Graud, Méyotte, Laboule 10, Laboule 12, Macao, Bristou; commune de Kenscoff : les environs de l'hôtel Montcel; commune de Croix-des-Bouquets; commune de Cabaret; commune de Thomazeau.

Dans le département de l'Artibonite, les zones suivantes sont aussi concernés : Petite Rivière de l'Artibonite; commune de Liancourt jusqu'à Verrettes et Route

# LA MMAS DÉPLOYÉ EN HAÏTI, L'ÉTAT D'URGENCE SÉCURITAIRE DÉCRÉTÉ Mais les gangs armés mènent leurs attaques comme ils veulent

## Le CPT déserte le Palais national, prend refuge à la Villa d'Accueil...

Suite de la page 2

sur les nombreux cas de descentes policière dont les membres sont pris au piège dans les fiefs des bandits, qui sont « sacrifiés » parce que le renfort sollicité tardait à arriver ou bien n'est jamais arrivé.

Toutefois, ces mêmes critiques souhaitent que les récentes livraisons d'armes, de munitions et d'équipements militaires aux forces de sécurité haïtienne, ou bien au profit de la MMAS permettent de changer la donne.

### Nouvelles attaque des bandits : Un autre commissariat incendié

Le déploiement de d'un premier contingent de 200 policiers du Kenya, à la capitale haïtienne, le 25 juin dernier suivi de l'arrivée d'une nouvelle fournée de 200 autres, la semaine dernière n'ont pas tenu les bandits en respect. Sans aucune action lancée dans les territoires dits « perdus », par les forces de sécurité haïtiennes renforcées par leurs homologues kenyans, les hommes armés qui multiplient les actions criminelles n'ont pas fait de trêve. Ils étaient encore à l'œuvre cette fin de semaine.

En effet, dans la commune de Croix-des-Bouquets, précisément à Ganthier, après avoir fait des ravages à La Tremblay, les hommes faisant partie du gang « 400 Mawozo », dont des sources non vérifiables ont fixé le nombre entre 100 et 200 personnes, ont déferlé sur cette commune.

Dans cette dernière attaque, dont certains attribuent le lancement à une récente action de la PNH dirigée contre les malfrats de Croix-des-Bouquets, les bandits ont dirigé leur bande sur le sous-commissariat de cette ville, qu'ils ont incendié. La garnison présente n'a pas baissé les bras, ayant soutenu héroïquement la défense des lieux, en dépit des moyens très limités. Le renfort appelé, au milieu des hostilités a entraîné l'arrivée de membres des Forces armées d'Haïti (FAH), qui ont mis en déroute les crimi-

nels, non sans avoir causé des dégâts substantiels à cette communauté, y compris la mort de quatre personnes, y compris une femme, qui ont succombé à leurs balles assassines.

Bien que la confusion et la

panique suscitée par cette attaque n'ait pas permis d'établir un bilan objectif des pertes subies, il y a lieu de rapporter l'information communiquée par des riverains que, à part le sous-commissariat, qui a été partiellement incendié, la douane de Ganthier a eu le même sort. Des gens sur place ont fait également état de maisons incendiées, dont le nombre restait encore inconnu jusqu'à mardi (23 juillet).



Wilson Joseph, alias Lanmo Sanjou, le chef du gang 400 Mawozo.

Il faut souligner que personne n'a mentionné de pertes essuyées par les bandits. Cela semble vouloir dire que les forces ayant composé celle du renfort attendu n'étaient pas en mesure de faire autre chose que de provoquer la fuite des bandits. Pourtant, c'était une bonne occasion de cerner les envahisseurs et de leur donner ce qu'ils méritent. Il faut constater, objectivement que, en dépit de la présence de 400 policiers kenyans, dont on prétend compter

qu'elles.

### Patrouille de policiers kenyans avec ceux de la PNH

La présence des premiers éléments de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti suscite un véritable débat, par le fait qu'elle tarde à s'affirmer par une action contre les gangs armés, conjointement avec des policiers haïtiens ou seuls. Sa première patrouille, avec leurs homologues d'Haïti, le mercredi 17 juillet, au centre-ville de Port-au-Prince, avait soulevé l'intérêt général de la population. Cette opération montée en épingle par la presse en ligne, de toute évidence stipendiée, parlait d'une première action contre les bandits.

Toutes choses considérées égales, cette patrouille mixte police haïtienne/police kenyane avait plutôt l'allure d'un « show », une mise en scène pour « impression-

ner », opine plus d'un. Puisque, bien que certains média fassent état de tirs nourris entre criminels et forces de l'ordre, rien ne permet de dire qu'il y a eu accrochage entre ces deux camps.

Certes, des blindées, des modèles récemment livrés en Haïti, ont été remarqués dans l'aire du Champ de Mars, aux abords du Palais national et ses environs. Il est curieux que le bureau de presse de la PNH n'ait pas jugé nécessaire d'informer objectivement le public, par rapport aux événements de ce jour, qui avaient été signalés comme étant un moment d'échauffourée entre des malfrats et la patrouille mixte haïtienne/kenyane. Selon toute vraisemblance, les officiels de la Police se sont gardés de donner des informations qu'ils estiment « insoutenables », mais qu'ils souhaitent soient accueillies favorablement par le public, soit une propagande bénéfique pour la PNH et la MMAS.

Au bout du compte, ce qui a fait vraiment la une, ce mercredi 17 juillet, c'était le fait qu'un de ces véhicules blindés flambant neuf soit tombé en panne, en plei-

ne patrouille, au centre-ville de Port-au-Prince.

Sur ces entrefaites, les autres policiers kenyans, ainsi que les Haïtiens, se sont mis en position de défense, afin d'assurer la protection du véhicule désormais rendu inopérant, en attendant l'arrivée d'un remorqueur sur les lieux.

Cette posture de défense affichée par cette patrouille s'était révélée nécessaire. Car trop souvent, dans le passé, des policiers, prisonniers dans leurs blindés en panne, étaient parvenus sous l'attaque des criminels, qui les exécutaient avant de mettre le feu à leurs véhicules. Par contre, qui va expliquer au peuple haïtien, aux parents des victimes, toutes catégories confondues, des criminels, comment se fait-il que des forces de sécurité importent précisément pour en finir avec les bandits, affichent une posture de touristes ? Leur inaction flagrante, face aux attaques criminelles, qui continuent, font mal. Ceux qui ont sollicité cette intervention et ceux qui l'ont commanditée et ceux qui en financent le coût doivent le comprendre.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**  
Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE MAL-  
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

[rdebrosse@QueensLegalPlaza.com](mailto:rdebrosse@QueensLegalPlaza.com)

**Frantz**  
Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 HAWKIN AVE. (BET. UNION & PRINCE)

[FRANTZSTUDIO.COM](http://FRANTZSTUDIO.COM)



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties,  
Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives),  
Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

## HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



Suite de la page 12

elles organisent des championnats pour les jeunes et exigent des clubs qu'ils mettent en place des équipes de jeunes dans toutes les catégories. Dans le cas de la Fédération haïtienne de football, l'ancienne administration, consciente des ressources limitées des clubs, pour assurer une bonne formation, avait opté pour l'Académie Camp Nous, un centre de formation d'excellence pour les jeunes sélectionnés.

Pendant plusieurs années, les

sélections de jeunes étaient composées de joueurs locaux ayant travaillé ensemble pendant longtemps. Cela a permis à ces équipes de développer un jeu collectif et d'obtenir de bons résultats dans la Caraïbe et sur la scène internationale. Cependant, l'arrivée du Comité de normalisation a tout bouleversé. Cette institution, dans ses premières décisions, a fermé l'Académie Camp Nous, abandonnant ainsi complètement le football des jeunes. Depuis lors, chaque rassemblement est marqué par des tâtonne-

ments pour constituer une équipe compétitive, et les résultats sont désastreux. La politique de constituer les équipes de jeunes avec des joueurs expatriés s'est révélée néfaste pour le football haïtien.

Il n'y a pas d'autre solution pour le football haïtien que la réouverture de l'Académie Camp Nous ou un renforcement des écoles de football du pays, qui continuent à former des jeunes, malgré tout. Le Comité de normalisation porte l'entière responsabilité des échecs de nos

équipes de jeunes. Il n'a jamais pris de mesures pour redynamiser le football des jeunes, sa seule préoccupation étant le prolongement indéfiniment de cette transition, sans jamais organiser d'élection pour un nouveau Comité exécutif, conformément à sa mission. La mauvaise foi des membres du Comité dépasse l'entendement.

Des milliers de jeunes, depuis quatre ans, ont renoncé à leur avenir de footballeurs, certains ayant même recours aux armes pour survivre. La situation actuel

le du pays, où des jeunes s'associent à des bandes armées, n'est pas seulement la responsabilité du gouvernement. Chaque institution chargée de s'occuper des jeunes, et qui ne le fait pas, a également sa part de responsabilité dans la situation actuelle du pays. Ainsi, nous exigeons que le Comité de normalisation se retire pour céder la place à des personnes soucieuses du sort de nos jeunes, afin de redonner espoir au football des jeunes.

R.S.

# Haïti : La même eau qui coule

Par Heidi FortunÈ \*

Pour bien des raisons, on a toujours tendance à placer Jean-Claude Duvalier dans la galerie des pires présidents haïtiens, non seulement pour vols et dilapidation des caisses de l'État, mais aussi pour des crimes contre ses adversaires politiques. On l'accusa de toutes les horreurs. Je venais d'avoir mes treize ans et j'allais à l'école au collège Notre-Dame du Perpétuel Secours. J'étais en sixième Kersuzan (7<sup>e</sup> AF) quand le coup d'État a eu lieu et je me souviens, comme si c'était aujourd'hui. Je voyais cette foule en liesse parcourir les rues. Le jeune dictateur est renversé et contraint à l'exil. Haïti est libérée !

Il fut peut-être un vrai démon, mais il y avait de l'eau dans les robinets, de l'électricité vingt-quatre heures par jour, les rues étaient propres, la majorité des enfants mangeaient leur faim et la population vaquait librement ses occupations en toute sécurité. Ma mère ne travaillait pas et mon père peinait à joindre les deux bouts chaque fin de mois. Malgré tout, on vivait heureux. Il n'y avait pas cette grande pauvreté, cette corrup-

tion institutionnalisées ni de fédération de gangs armés, voire de territoires perdus. Depuis la chute de Jean-Claude Duvalier, le 7 février 1986, beaucoup de choses ont changé, en vérité.

Trente-huit ans que nous nous définissons, en fonction de critères qui nous sont étrangers. On nous parle de régime pluraliste, régime de parti unique, régime capitaliste ou libéral, régime communiste, régime socialiste, mais c'est le régime adapté au peuple haïtien dans tout cela ?

Trente-huit ans que nous copions le système de démocratie occidentale. Trente-huit ans de résultats électoraux douteux, de crises postélectorales, de gouvernance inefficace. Trente-huit ans de dépenses exorbitantes dans un océan de misère, où même le minimum n'est pas assuré. C'est toujours la même eau qui coule.

Depuis trente-huit ans, nous n'avons que des monarques, qui règnent sans contre-pouvoir, et n'en rendent pas compte. 4,2 milliards de dollars ont été volés, entre 2011 et 2016, sans compter les fonds détournés préalablement par la commis-

sion intermédiaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, qui avait fait des centaines de milliers de victimes.

Combien d'habitants, combien d'écoles, combien de tribunaux et d'infrastructures aurait-on pu construire avec cet argent ?

Trente-huit ans d'exercice du pouvoir, par des politiciens, plus préoccupés par leur propre survie que par le bien-être du peuple.

Trente-huit ans, qui nous amènent présentement des dirigeants illégitimes.

Trente-huit ans de désillusion, de perte de confiance, de mauvaise gouvernance et de stagnation économique.

Il suffit de regarder les pays, qui ont accédé à l'indépendance au même moment que nous et voir le niveau de vie de leurs citoyens aujourd'hui.

Maintenant, dites-moi : tel que nous le voyons actuellement est-il meilleur que celui que nous avons connu sous le règne de Jean-Claude Duvalier, ou, au contraire, a-t-il inexorablement régressé ?

Je laisse chacun avec sa réponse. Et la question suivante

est : qu'est-ce qui est finalement important pour nous, Haïtiens ?

Copier les autres ou tracer notre propre voie vers nos aspirations profondes ?

La situation d'Haïti est inacceptable : illégitimité, rupture constitutionnelle, crise politique, gangstérisation, déplacements forcés... Le système de gouvernance qu'on nous impose chaque fois n'est pas adapté. C'est un fait. Quand le président n'est pas imposé, le Premier ministre est imposé. Les modèles plaqués ne fonctionnent pas.

Nous n'avons pas besoin d'un grand frère blanc pour nous imposer une manière de voir, quand bien même, parfois, cette manière de voir pourrait être juste. Nous n'avons pas besoin. Arrêtez de croire n'importe quoi et développons ensemble notre esprit critique pour décrypter le paysage politique et adopter le type de société que nous voulons, et de ne plus croire aux fadaïses. Haïti soupire après des valeurs saines, des gestions vertueuses et des progrès inouïs. Ceci ne pourra pas se réaliser avec des esclaves de salon. Il est temps de changer, et on ne peut changer les choses que dans la

vérité. Nous devons nous réinterroger et élaborer nos propres réponses. Pour cela, nous devons réfléchir, nous devons construire, et nous devons agir. Car si nous ne le faisons pas, personne ne viendra le faire notre place.

Un vieux proverbe créole dit qu'après une chute, ne t'interresse pas au lieu de ta chute, mais à celui qui t'a fait tomber. Méfions-nous des pays dits amis qui nous imposent des agendas. Ils ont tous leur politique haïtienne, alors que, clairement, nous-mêmes ne parvenons pas à tirer une politique haïtienne, commune, digne de ce nom.

Le dénominateur commun à notre approche c'est la prise de conscience et le sens de la responsabilité. Le temps est venu de rechercher nos propres réponses, sans idéalisme, sans tabou, en ayant le courage de mettre en cause certains principes érigés en dogmes, et en ayant l'esprit les besoins réels de nos concitoyens.

Haïti réécrira sa propre histoire !

\*Heidi FortunÈ, magistrat Cap-Haïtien, Haïti, ce 22 juillet 2024

**HAÏTI**

*Lè manke gid, pèp la gaye !*

**OBSERVATEUR**

WWW.HAÏTI-OBSERVATEUR.CA

# Serge Ducoste, un autre géant du football haïtien nous laisse

Par Jacques Brave

Il était un champion de l'ombre, et malgré sa notoriété, il menait une vie discrète et effacée, au point qu'il arriva même que l'on soit obligé de donner un coup de booster à sa mémoire, pour s'assurer qu'il était encore bien vivant, tant il était loin des projecteurs de l'actualité !

Ce fils adulé du club, symbole d'un quartier à l'avant-garde de la lutte des ghettos et des masses populaires, dans ce pays, pour plus de justice sociale, était l'anti-vedette par excellence; toujours loin des micros et des caméras vivant dans une complète et totale discrétion. Il ne manquait pourtant pas de caractère et ne ménageait pas ses mots pour exprimer la vérité avec autorité. En bon Belairien !

Toute sa carrière, il s'est comporté en un vrai homme du devoir, dans son jeu comme dans sa vie ordinaire ; il était du genre d'individualités qu'un bon entraîneur aime trouver tous les jours dans son vestiaire ou dans toute équipe ambitieuse. Même après sa carrière, il était encore très rarement au devant de la scène, si bien que pas mal de gens se demandaient par où était il passé !

C'est ce gentilhomme du devoir, cet homme réservé, discret et pourtant serein et inflexible devant les principes, qui nous a laissés, cette semaine, en cette période trouble pour le pays et pour les vrais patriotes.

On le disait diminué, de puis quelque temps, lui qui, pourtant, après sa longue carrière, continuait de mettre son expérience et son immense savoir au service des jeunes, en devenant un entraîneur respecté, surtout au Petit Collège Saint Martial. Il était d'ailleurs du groupe d'éducateurs engagés avec Franck Civil, Alix Avin, Jean Marie Hypolite, Evans Dady Lescouflair, follement attachés et engagés, depuis les années 70, dans un effort de modernisation du football haïtien, par la promotion et l'instauration de « la formation » dans le football haïtien, c'est à dire l'instauration d'un cursus prévoyant la prise en charge des jeunes footballeurs dans un cycle de développement du football haïtien prévoyant diverses étapes,

allant de l'initiation, puis une deuxième phase qui est la formation; puis le développement jusqu'à la maturité, jusqu'aux seniors, à l'âge adulte, un chemin scientifique pour sortir de l'empirisme, dommage encore en vigueur de nos jours, en pratique chez nous. Cette école, prônée par Michel Nerette, de Saint Marc, Pierre Mompont, des Gonaïves, Lucien Larue, tous issus et inspirés par le réputé coach français Paul Baron, recruté par le gouvernement de Paul Magloire, dans un effort de modernisation du football haïtien, vers les années 1953/1954. Il était donc de ce groupe, qui croyait en la formation et s'investissait, se dépensait pour sortir le football haïtien de la routine des séances d'entraînement du «*Tour de terrain + 2 camps*».

Serge Ducoste, arrière central ou latéral, a émergé du groupe de joueurs ayant remplacé la toute première génération de joueurs (Delbrune, Dessalines, Beauvil, Gesner Henri,..) qui fondèrent l'Aigle Noir Athletic Club, le 27 juin 1951. Il connut donc une très longue carrière, qui dura de puis le début des années 1960 jusqu'après le titre brillamment remporté, en 1975, lors de cette spectaculaire finale, face au Victory ! Une année après le Mondial 1974.

Ses pics moments de gloire, au niveau international, furent l'épopée des éliminatoires du Mondial Mexico 1970 où il formait, avec et à côté du capitaine arrière central Claudel Le gros, André Auguste

« Pelao », arrière droit, For mose Gilles, arrière gauche une ligne imperméable, qui amena Haïti aux portes de sa première Coupe du monde. Il fut donc de la sélection renouvelée, qui se couvrit de gloire, en 1973/1974, et qui amena Haïti sur les toits du monde !

C'est donc un monument, une légende du Bel Air qui nous laisse !

Malgré la conjoncture, teintée de violence, qui caractérise la vie, à Port-au-Prince, à l'annonce de sa mort un fort vent de sympathie a soufflé au Bel-Air ; et bien que les funérailles aient été célébrées loin de son fief, le Bel-Air, une assistance nombreuse s'est déplacée à l'église Saint Pierre. On rapporte même que de vieux fans du Bel-Air ont fait le déplacement, à Petion-Ville, à pieds,

pour rendre hommage à ce fils glorieux de leur club et de leur quartier, à l'église Saint Pierre de Pétiion-Ville.

## Hommages du gouvernement

Le gouvernement, pour une fois, avait décidé d'organiser des funérailles nationales en faveur de Ducoste ; un hommage posthume bienvenu et que les habitants de l'historique quartier du Bel-Air ont apprécié. Enfin, ont ils dit.

## Hommages de la FIFA

Il y'a eu aussi une note d'hommages de la FIF dans une lettre signée du président Gianni Infantino. Enfin le Ministère des Sports, par la voix de sa ministre, a rendu des hommages au nom du gouvernement. Ensuite, il y'a eu les propos très touchants du président actuel de l'Aigle Noir Athletic Club, l'homme d'affaires Etienne Beauvoir, qui eut la lourde responsabilité de remercier le défunt pour son immense apport au pays et a son club. Il fit part des sentiments de douleurs et de regrets du Club et du quartier dont Ducoste a défendu les couleurs pendant presque deux décennies, et qui demeurera l'un des plus

grands et prestigieux joueurs et entraîneurs du Club. L'Aigle Noir, qui n'a joué aucun match, depuis cinq saisons.

Dr Marie Antoinette Gauthier Buteau, ancienne étoile de la Sélection nationale féminine, était parmi ceux qui ont fait le déplacement, à l'église Saint-Pierre de Pétiion-Ville pour rendre un dernier hommage à Serge Ducoste.

L'ex-sénateur Patrice Du mont n'était pas en reste. Ancien entraîneur de l'Aigle Noir, dans des propos touchants, sut dégager et mettre en exergue les qualités humaines et sportives du défunt, qu'il connaissait bien.

## L'état major de l'Armée présent

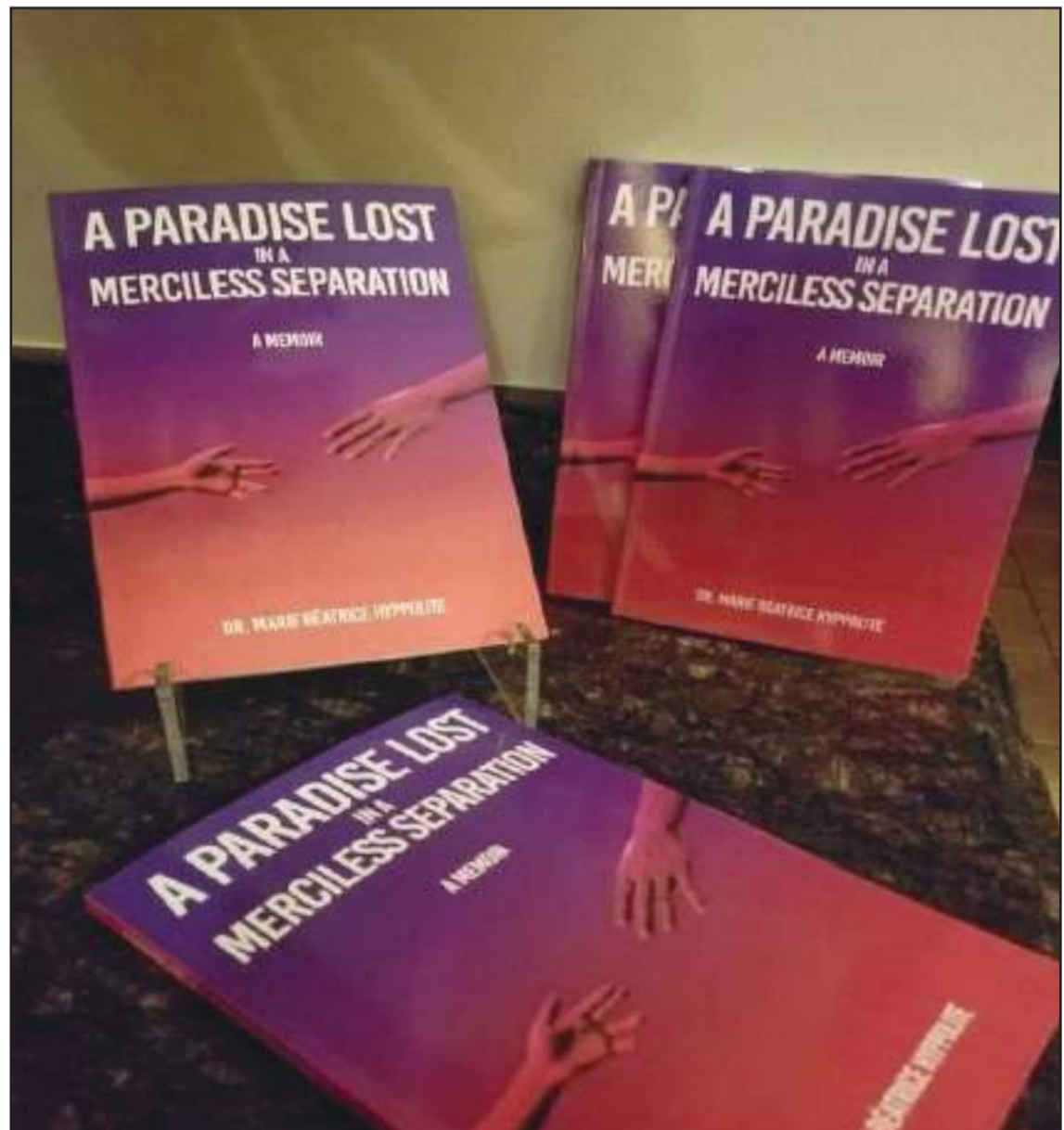
Il est important de souligner la présence des trois compagnons de combat, des trois héros « *Toup pou yo* », les trois habitant encore en Haïti, dont l'esprit de corps et de solidarité à la base des nombreux succès de l'Équipe nationale, entre 1967 et 1974; toujours solidaires comme à leur période de gloire.

**Philippe Vorbe,  
Marion Léandre  
et Guy Sainvil**

Présents dans la première rangée à l'église; de nombreuses autres grandes figures du football, telles l'inoubliable avant centre et buteuse, la chirurgienne Dr Marie Antoinette Gauthier Buteau, qui travaillait dans le football scolaire, avec le célèbre défunt qui, mène, depuis trois ans, avec grand courage, une campagne pour dénoncer la mort du football féminin, en cours depuis cinq ans, l'émancipation de quel tant de sacrifices ont été faits en un demi siècle.

H-O présente ses sincères condoléances à la famille du défunt, dont beaucoup ont porté et défendu les couleurs de ce Club respecté partout dans le pays.

H-O souhaite bon voyage à Serge Ducoste et espère qu'il raconte à Dieu le Père le malheur du football haïtien, pris en otage par des affairistes de tout poil, qui l'ont écrasé totalement, pour qu'il ouvre les yeux de la FIFA, ce génocide, qui assassine plusieurs milliers de jeunes footballeuses plongées dans une misère inqualifiable, pour qu'il ouvre enfin les yeux de la FIFA, qui s'est laissée embarquer dans cette tragédie humaine.  
**J.B.**



# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN!

**Bò isit Ozetazini, se nou vèl prezidan Biden ki rale kò l kòm kandida; Bò lakay, se gwo deblozay, Premye minis la jwenn gwo menas !**

Dimanch pase, nan dat 21 jiyè, nou vèl ki te gaye depi anvan midi, sè ke prezidan Joseph « Joe » Biden ap rale kò l kòm kandida pou prezidan Pati Demokrat la, nan eleksyon mwa novanm ane sa a, nan 3 mwa edmi.

Sè ke plizyè manm Pati Demokrat la, gwo senatè ak de pite tou, te mande l pou fè sa. Paskè depi gwo deba li te fè ak Donald Trump lan, nan dat 27 jen an, msye te montre li pa t anfòm. Vin wè, nan mèkredi pase, 17 jiyè a, nou vèl pran lari ke prezidan atrape COVID, maladi sa a ki kontinye ap fè ravaj.

Se twòp atò. Alò, prezidan Biden pibliye youn lèt, ki gen dat 21 jiyè, dimanch ki sot pase a, pou l pale ak tout sitwayen ameriken parèy li osijè sa li pral fè ofi syèlman nan youn adrès a la na syon nan semèn nan. Li di li pral bay anpil plis detay, sou desizyon li pran.

Kanmenm, li bay kèk ti de tay. Nou p ap tradui tout lèt li met de yò a, menm m ap ban nou youn ti apès. Li eksplike tou sa l fè pou peyi a diran 4 lane ki sot pase yo, kijan li met ekonomi a anfòm, kijan li ede nan domèn lasante, nan relasyon ak lòt peyi, elatriye. Epi li admèt kijan li te jwen sipò pèp la. « *Mwen konnen mwen pa t ap ka reyalize tou sa, san nou, pèp Ameriken an. Ansanm nou kanpe kont gwo maladi a, nou pote laviktwa. Ansanm nou fè fas a pi gwo kriz ekonomik depi Gwo Depresyon an (nan lane 1929).*

« *Se te pi gwo lonnè nan lavi m pou m te sèvi kòm prezidan. E kòm se te entansyon m pou m te repedale nan youn lòt eleksyon, mwen kwè li plis nan enterè pati m nan (Pati Demokrat la) e peyi a tou pou m kite sa, epi konsantrè ti tan mwen rete kòm prezidan an pou m fè tou sa mwen gen pou fè ».*

Pou fini, li remèsye tout mounn ki te ede l reyalize tou sa l te fè, sitou « *vis prezidan an Kamala Harris, ki te youn patnè ekstraòdinè. . . . Mwen apresye fo paplisipèp Ameriken an pou jan yo te fè m konfyans* ».

Epi dènye pawòl sa yo: « *Jo di a mwen kwè sa m toujou kwè: Pa gen anyen nou menm Ameriken pa ka fè, lè fè tèt*

*ansanm. Fòk nou toujou sonje, nou se Etazini Damerik ».*

Se kòm si li te di sa nou menm Ayisyen nou gen kòm bou sòl, men ke nou pa vrèman pratike : « *L'Union fait la force!* »

Antretan, bagay yo ap chofe. Menm si gen mounn ki di peyi Etazini panko pare pou youn prezidan fanm Nwa, se non vis-prezidan Kamala Harris, k ap site pi plis kòm kandida pou prezidan, pou ranplase Biden. Men se nan Konvasyon demokrat la tout bagay pral de side. Sa gen pou fèt nan mi tan mwa dout la (dawou) ki deja rive sou nou.

An palan de vis-prezidan Harris, prezidan Biden di l ap sipòte l kòm kandida. Bill Clinton ak ma danm ni Hillary, ki te kandida alaprezidans kont Trump nan lane 2016, di y ap sipòte Harris. Plizyè lòt mounn enpòtan anonse se ak vis-prezidan Kamala Harris yo pral demantle Donald Trump.

Nou p ap ka bay non tout mounn ki di y ap sipòte vis-prezidan Harris, men se youn gwo bourad lè gouvènè Kalifòni an, Gavin Newsom monte abò byen vit, paske yo t ap pale de msye pou ranplase prezidan Biden nan kous la. Epi youn non k ap fè gwo bri nan komite nwa ameriken an, se Martin Luther King III, pitit gwo otorite sa a ki mouri, men ki kite youn repitasyon ekstraòdinè nan kesyon dwa mounn, Msye deja abò, ansanm ak ma danm ni, Andrea Waters King.

### **N ap rantre Ayiti kote gwo deblozay pete**

N ap kanpe sou kesyon prezidan Biden nan, epi nou pral fè youn kout pye bò lakay, nan Pòtoprens, kote bagay yo ap chofe seryezman. Jwèt la make san.

Anvan lontan, mwen kwè nou ka tandè gwo deblozay pete, paske sa k te pase nan van dredi swa, 19 jiyè a, nan youn reyinyon nan mezon pri ve Gerald Gilles, nan Pèle rin 5, fè nou reflechi sou sa ki ka rive pi devan. An palan de sa, Mesye Gilles se youn nan prezidans 7 tèt la ak 2 obsèvatè ki pa gen dwa pou vote. Bon, non òganizasyon sa a, ki sanse jwe wòl prezidan ann Ayiti se « *Conseil*

*présidentiel de la transition » (CPT). Sa raple m tou ke Pèlerin 5 sa a se menm zòn kote kay prezidan Jovnèl Mo yiz la te ye, kote yo te ansasinen l nan dat 7 jiyè 2021 an.*

*Vwala ke nan mwa jiyè, 3 lane pita, pawòl ansasinen pale*



*Klod Jozef, ansyen minis Afè etranje*

nan reyinyon kote plizyè otorite te reyini. Men pawòl la soti nan bouch Claude Joseph (Klod Jozèf), ki deja gen akizasyon pandye sou tèt li nan kesyon lanmò Jovnèl la. Men msye santi l tèlman gran Nèg, pèsonn pa ka manyen l. Msye jwi de sa yo rele *enpinite*.

Gen mounn ki ka di ban

nou koze pi dirèk, pa vire nan tout twou dètyè sa yo ak nou. Dakò ! Se pou youn kesyon gato ki pa byen separe, ke Claude Joseph di Premye minis Garry Conille li abitye « *desann Premye minis, de sann prezidan* ». Epi se de Ariel Henry (Aryèl Anri) ak Jan-Bè tran Aristid li t ap pale. Konprann byen, li pa t touye yo, men li fè konprann se li ki te mete yo atè. Epi li mennase Premye minis Conille ke menm bagay la ka rivèl.

Tou sa, se paske gen Minis tèt ke Premye minis la anpeche bay mounn Claude Joseph. Gen youn afè BNC (Banque nationale de crédit), ki sou kont twòl gouvènman an ke Claude Joseph ta konprann pou l gen mounn pa l la dan. Gen kesyon youn dola 50 (\$1,50), yo pran sou chak transfè lajan nou menm nan diaspora a voye ann Ayiti, ki sanse ale nan Fon Edikasyon an ke Claude Joseph konvwaite tou.

Vwala ke, Premye minis la te deklare nan premye diskou l, ke apa de « *Sekirite ki an premye* », li pral frape « *kòripsyon* » san gad dètyè. Alò, pou

Claude Joseph, msye reprèzan- te youn gwo dan je, epi la a tou msye menase Pre mye minis la. Li te menm fonsè sou li, se kouri lòt mounn ki te nan reyinyon an, menm Moïse Jean-Charles (Moyiz Jan-Chal), te kouri separe yo. Antouka, Claude Joseph gentan rantre nan manman Garry Conille. M pa bezwen repete sa l te di a. M kwè nou konprann.

Epi Premye minis la pral fè deklarasyon pa l. La pwochè fwa Claude Joseph pale konsa, li pral anba arestasyon. Men gen kèk konseye Premye minis la ki di yo pa ka tann youn « *pwochè fwa* », fòk arestasyon fèt tousuit. Se pou rezon sa a ke mwen di anvan lontan nou ka tandè gwo deblozay ann Ayiti.

Li lè, li tan, pou Claude Joseph, chèf kòripsyon, sitou ak tout gagòt li te fè nan anbasad ak konsila Ayiti yo lè l t te minis Afè etranje, sou Aryèl Anri, jwenn sa l merite. Jan yo di sa an franse : « *À bon entendeur, salut !* »

**TiRenm/  
Grenn Pwonmennen  
raljo31@yahoo.com**

## INSCRIPTIONS OUVERTES

Nos professeurs sont formés pour travailler avec et fournir un soutien aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Des services de traduction sont également disponibles pour tous les parents qui en font la demande.

Nous offrons des programmes et des services d'éducation spécialisés dans le bâtiment de l'école ou dans un cadre déterminé par le Comité de l'éducation spéciale du district.

**BROOKLYN DREAMS CHARTER SCHOOL**  
259 Parkville Avenue  
Brooklyn, NY 11230  
(718) 859-8400  
BrooklynDreamsCharterSchool.org

**BROOKLYN EXCELSIOR CHARTER SCHOOL**  
856 Quincy Street  
Brooklyn, NY 11221  
(718) 246-5681  
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

**BROOKLYN SCHOLARS CHARTER SCHOOL**  
2635 Linden Boulevard  
Brooklyn, NY 11208  
(718) 348-9360  
BrooklynScholarsCharterSchool.org

**Une école publique sans frais de scolarité.**

**CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 1ER AVRIL 2024**

# HAPPENINGS!

*Continued from page 1*

first Black Republic.

While waiting for the legal and judicial procedures to be launched to recover the approximately \$4 billion misappropriated from the Petro-Caribe Fund and other resources, it is more than necessary to reduce the lifestyle of public servants. For, a country as poor as Haiti cannot bear the financial burden imposed on it by its decision-makers. At the level of the Executive and Parliament, between the salaries offered and the benefits granted to those players, the national budget is ruthlessly savaged, to the point of making the Haitian state insolvent all too often.

Indeed, the embezzlement of public funds under Jovenel Moïse's administration resulted in harmful consequences for the country's management, such as the inability of the government to meet its obligations. There were recurrent fuel crises, because the government couldn't pay the energy bills to the Texas suppliers of petroleum products who, in turn, halted deliveries of fuel urgently awaited by local distributors of gasoline to meet the need of the national market.

Another catastrophic impact on public administration came in the form of unpaid salaries to government employees. This situation resulted in the non-payment of salaries, especially to contract workers, to certain ministries and other public institutions, including the Haitian National Police (PNH), a crucial institution for ensuring security in the country. All of this is attributable to the deductions made from the State Budget under Jovenel Moïse, who became adept at what Haitians call the practice of depriving Saint-Peter to satisfy Saint-Paul. Thus, the ballooning debt of the State to the employees kept mounting.

Reviewing the situation, one finds that this culture of abuse of public funds, began timidly with President Jean-Bertrand Aristide, who financed his "Petits Projets de la Présidence" (so-called Small Projects of the Presidency) for the benefit of his supporters, through arbitrary withdrawals

from the account of the defunct Téléco, the government's Telephone company.

Misappropriating public funds took a different form under President René Préval. It was under his administration, that diverting money from the Petro-Caribe Fund began. As it is, that Fund was set up through the generosity of President Hugo Chavez of Venezuela, who made Venezuelan petroleum products available, at advantageous costs to cer-

tain countries in the Western Hemisphere and the Caribbean, including Haiti. The benefits obtained were to be used for development projects in those countries. President Préval diverted the resources generated by the delivery of Venezuelan crude to Haiti to the benefit of his political party. He financed the elections of the candidates of his party to the Legislature, a strategy that was designed to benefit his party through enhanced representation in Parliament, to the detriment of other political formations.



*U.S. Ambassador to the UN Linda Thomas-Greenfield.*

tain countries in the Western Hemisphere and the Caribbean, including Haiti. The benefits obtained were to be used for development projects in those countries. President Préval diverted the resources generated by the delivery of Venezuelan crude to Haiti to the benefit of his political party. He financed the elections of the candidates of his party to the Legislature, a strategy that was designed to benefit his party through enhanced representation in Parliament, to the detriment of other political formations.

Yet, President Préval was rather sober in his depredations of the Petro-Caribe Fund. He was a saint in comparison to his successors and their acolytes, who gave themselves free rein in plundering the Petro-Caribe Fund. That's why some people say, when it came to public funds, René Préval was "above suspicion." But he got his bribes in other circumstances, such as in the energy contracts he signed in behalf of the State. A case in point is the contract between the Haitian State and SOGENER, the energy producing concern of the Vorbe family.

Whenever there's a government change in Haiti, whether following elections to bring a new team, or through a sudden

presidential vacancy, it's an opportunity for "harvest season" for those in the new administration. In other words, it's time to call for appointments to key government posts in state institutions, especially those that generate the most wealth.

Now, for the first time, the country has a multi-headed interim government team at the presidential level. In the logic of aspiring to become a millionaire during one's term

in of office, any means to reach the goal, whether good or bad, is of no worry to the players. All that counts is to achieve the ends. In that light, the Interim Presidential Council (CPT by its French acronym) is rather stingy with information regarding the salaries and benefits received by its members.

Despite the opacity in which the CPT operates, some information about it has come to light. While data on the individual salaries of each Presidential Councilor is unknown, we've found out that an allocation of 32 million gourdes was granted to each for "installation" cost. In addition, each got three new vehicles, the average cost of each estimated at \$ 60,000. On top of that there's a monthly allocation for fuel and telephone cards made available to everyone. There are other allowances which will remain hidden from the general public, since the great conspiracy is to keep secret the total of the benefits enjoyed by this new category of civil servant.

Meanwhile, almost three months after assuming their responsibilities, the members of the CPT have not deemed it necessary to publish their assets, as constitutionally mandated. This is in stark contrast to Prime Minister Gary Conille's

team, including his ministers, who have complied with this constitutional formality.

To be noted, President Michel Martelly had quadrupled his per diem to \$20,000 from \$5,000. And he happens to be the most-travelled Head of State in the history of the Republic. He saw to it that the First Lady, his wife, got \$10,000 a day and other members of his families, who accompanied him was entitled to \$7,500 each day. Also, the lesser ones in the team got \$4,000 a day. Though, under Jovenel Moïse, there probably was no change in the structure of the per diem, one wonders how much it is today.

As for the ministers, secretaries of state and general managers of state institutions and companies, they also enjoy substantial benefits, all financed from the budget. They enjoy new cars and monthly supplies of petroleum products, second residences and telephone cards.

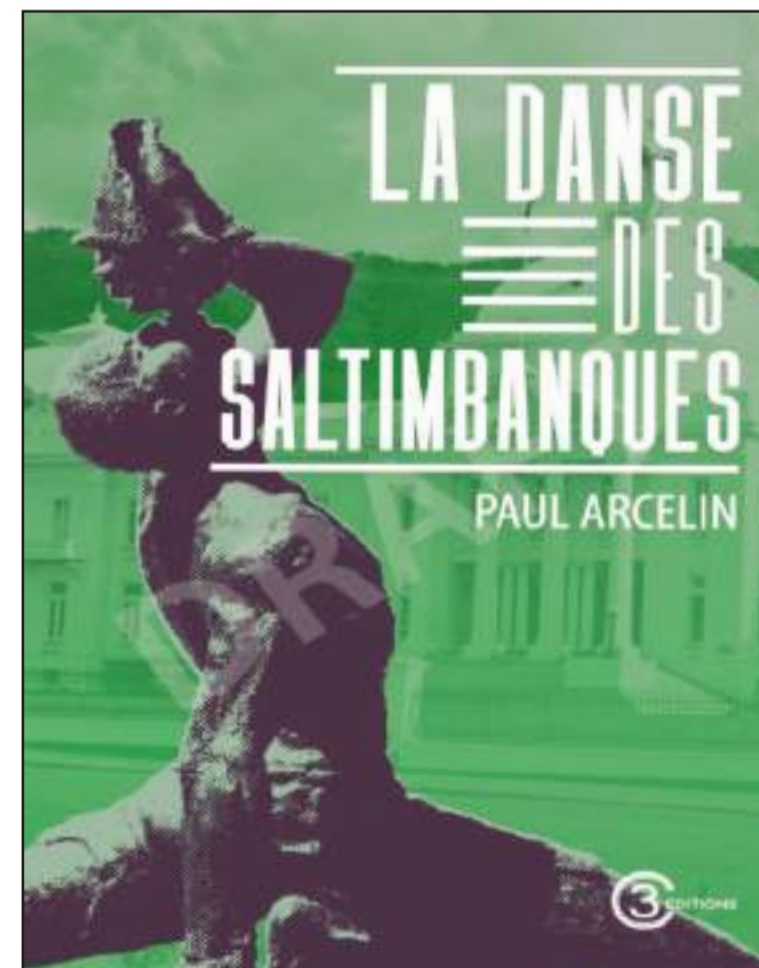
The budget for the Lower House of Parliament, though inexistant now, is 3.54 billion gourdes. (Current conversion rate of Haitian gourde is 0.0076 to \$1.00). Each deputy, or Congressperson, is also entitled to a car and a second residence, in addition to fuel for their vehicles and telephone card allowances.

As for senators, their operating expenses, including salaries, amount to 408,000 gourdes per month for each, in addition to an allowance of 1,400,000 gourdes for the pur-

chase of a vehicle. According to established protocol, senators are also entitled to a second residence, as well as to monthly allowances for fuel and telephone cards.

After checking all the data, though not exhaustively, on the functioning of the Executive and Parliament, which is not currently operational, we can only conclude that reforms are more than necessary. Clearly, those who decided to set the salaries and benefits for these two categories of civil servants had not pondered about how all those expenses compared to the country's meager resources. It is, therefore, timely to review this situation, especially in light of the establishment of the plethoric presidency, a first in the history of the Republic.

Considering the protracted financial and economic crisis in which Haiti has been embroiled for so long, salary and benefit reforms for the disproportionately rich civil servants are essential. Of course, that should begin with a reduction in the lifestyle of the Executive and Parliament, which is expected to be functioning following the upcoming elections. This is a highly patriotic initiative, which calls on all the sons and daughters of Haiti who are willing to serve the country with dignity while consenting certain sacrifices. That will go a long way in quickly putting the country back on its feet economically, a major step in shedding the moniker of "the poorest country in the Western Hemisphere. ##



# NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

## Kamala Harris, le nom qui fait et fera davantage l'histoire

C'est bien elle, la vice-présidente américaine, dont le nom est presque sur toutes les lèvres, depuis le dimanche 21 juillet, quand le président Joseph « Joe » Biden a jeté l'éponge, disant qu'il se retire de la course électorale, tout en recommandant Kamala Harris pour le remplacer.

Comme on le sait, depuis le 27 juin, quand il a fait piètre figure, face à Donald Trump, lors de leur La délégation d'anciens joueurs de l'AIGLE NOIR débat, ajouté à ses 81 ans et, en tout dernier lieu, suite à sa contamination 'a la COVID-19, Joe Biden était harcelé de presque toutes parts, surtout par des voix autorisées du Parti démocrate, suggérant

### accueillie par des personnalités politiques d'envergure

En effet, ce même dimanche, la vice-présidente a émis un communiqué, se déclarant candidate à la première magistrature.. Et de presque toutes parts, l'accueil était chaleureux. Allez comprendre que, suite à sa déclaration de candidature, dans les 24 heures, les contributions en argent pour la conforter ont atteint USD 100 millions \$. Alors que la somme de USD 94 millions \$ collectée, jusqu'à date, par le président Biden va s'ajouter à cette somme..

Ne dit-on pas que l'argent est le nerf de la guerre ? Il ressort, en la circonstance, que Ka

didature de Kamala Harris. Mais les preuves sont irréfutables. Des personnalités, que l'on disait pressenties pour la candidature, si Biden devait abandonner la course, s'alignent derrière elle, comme, par exemple, Gavin Newsom, le gouverneur de la Californie; Gretchen Whitmer, gouverneure du Michigan; Josh Shapiro, gouverneur de Pennsylvanie; En sus de gros potentats du Parti démocrate : l'ex-président Bill Clinton, et son épouse, Hillary Rodham Clinton, ex-secrétaire d'État et aussi candidate malheureuse aux élections face à Donald Trump, en 2016; Nancy Pelosi, ex-présidente de la Chambre basse, ainsi que Hakeem Jeffries, l'actuel président de la minorité démocrate à la Chambre basse ; le sénateur Chuck Schumer, président de la majorité démocrate au Sénat, etc..

### Kamala Harris accueillie par d'autres que des démocrates

C'est une grande surprise qu'un groupe dévoué, dans le temps, à Nikki Haley se soit déclaré en faveur de Kamala Harris. Bien que Haley, elle-même, garde le silence maintenant, on voudrait croire que, républicaine, ancienne gouverneure de la Caroline du Sud, représentante du président Trump aux Nations Unies, qui menait campagne contre Donald Trump pour obtenir l'investiture du Parti républicain

tha-Jo Roth, mentionnant que « la campagne de l'ex-ambassadeur aux Nations Unies, Nikki Haley [alors contre Trump], déployait un encart mobile, saluant la vice-présidente Kamala Harris ce vendredi, à la Caroline du Sud, la présentant comme la future présidente, si le président Joe Biden n'est pas réélu en novembre ». Et est réitéré dans l'encart ce que répète assez

deviendra président ». Et le président Ford d'ajouter : « Alors il ne sera plus facile aux hommes de se faire élire président ». La compétition du genre féminin sera sans merci.

Et nous voilà à la veille d'une victoire de Kamala Harris face à Donald Trump, le 3 novembre prochain, d'ici trois mois seulement. vertu descela un écart encore plus grand.

Alors que fera Trump ?



Kamala Harris

qu'il se retire de la course. Car, il ne pourra pas tenir tête de vant le candidat républicain, Donald Trump, qui, bien que confronté à des accusations criminelles, ayant même été trouvé coupable de 34 chefs d'accusation, dans un procès à New York, paraît, toutefois, imbattable aux élections présidentielles du 3 novembre prochain.

Et Biden a entendu raison. Dans une déclaration, faite ce dimanche- là, il a déclaré : « Pour le bien de la nation, » il se retire de la course, pour se concentrer sur ses responsabilités présidentielles durant ce qui reste de son mandat, jusqu'au 20 janvier de l'année prochaine, quand un nouveau chef d'État aura prêté serment, qui sera Kamala Harris, selon les indications.

### Sa candidature à la présidence annoncée officiellement, Kamala Harris

mala Harris s'attire, avant même le début de sa campagne, les donateurs qui l'encouragent à aller de l'avant, en la mettant en mesure de bien mener la guerre contre Donald Trump, le chouchou des millionnaires et milliardaires. Mais, outre les millions, il faut avoir le discours qui puisse attirer les électeurs, et Kamala Harris, beaucoup plus que Donald Trump, a les moyens de séduire les électeurs, surtout les femmes, dont les droits sont bafoués par Trump et son colistier, J. D. Vance, faisant partie de l'équipe qui a accouché du « Projet 2025 », niant des droits, non seulement aux femmes, mais ouvrant la voie à un gouvernement répressif, à l'allure d'une dictature. Je veux croire que ce projet fera, en grande partie, l'objet des critiques de Kamala Harris, lors de la campagne électorale, durant les prochains trois mois.

On ne s'attendait pas à l'effervescence qu'a causé la can-



Donald Trump, dans une intervention après la tentative d'assassinat contre sa personne.

souvent Nikki Haley durant sa campagne : « Nous aurons une femme comme président. Ce sera Nikki Haley ou bien Kamala Harris ».

Mais feu le président Gerald Ford l'avait prédit longtemps auparavant. Je remercie une amie, qui m'a fait part d'une vidéo, remontant à l'année 1999. En réponse à une question, l'ex-président Ford de dire : « Nous aurons une jeune dame comme présidente. Et je vais vous dire comment on y

D'ailleurs, il est hors de lui-même, n'ayant plus Biden, son concurrent favori, dans l'arène. « Nous devons recommencer à zéro, après tout le travail réalisé » dit-il. Il conçoit même d'entamer un procès contre le Parti démocrate pour récupérer tout l'argent dépensé en menant campagne contre Biden, parce qu'on savait qu'il allait se retirer de la course à la dernière minute. Bonne chance, Monsieur le Perdant, encore une autre, fois.

### BRIÈVEMENT EN VRAC

#### \*Le candidat Trump voudrait se défaire du vice-président

Selon les reportages, l'ex-président Donald Trump croit avoir commis une erreur en choisissant J.D. Vance comme vice-président. Il ressort que ses prises de position sont anathèmes aux femmes, qui s'éloignent de plus en plus du Parti républicain. Il est un fervent supporteur de la récente décision de la Cour suprême ayant banni « Roe vs. Wade », une décision de la Cour suprême rendue 50 ans plus tôt, légalisant l'avortement à l'échelle nationale. Aussi, Vance maintient qu'une femme doit se

Suite en page 9



Nikki Haley

comme candidate à la présidence, n'aurait pas jeté son dévolu surse garde de se prononcer prophète. Car le 2 février de cette année, le journal *Washington Examiner* a publié, en exclusivité, un article de Saman

arrivera. Le Parti, républicain ou le démocrate, élira un homme comme président et une dame comme vice-présidente.. Au cours de son mandat, le président succombera à la mort, et la vice-présidente



# NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 8

se soumettre à son mari, en cas de mauvais traitement, pour ne pas briser le foyer.

On a vu, hier, mardi 23 juillet, comment Kamala Harris, en campagne dans le Wisconsin, a été ovationnée, surtout par les femmes. Celles-ci accueillaient joyeusement sa défense des femmes, qui sont responsables d'elles-mêmes et ne doivent pas subir de traitements inhumains de qui que ce soit.

Alors, Trump, qui constate la perte du vote féminin, rend responsable J. D. Vance et voudrait l'éjecter. Il y a lieu de

noter aussi que Vance est l'un des architectes du « **Projet 2025** », une étude d'environ 900 pages, rédigée par des conservateurs acharnés, membres du Parti républicain, voulant imposer des mesures contre les classes démunies et favorisant les nantis.

Durant la campagne électorale déjà en cours, on entendra le vocable « **Projet 2025** », surtout des candidats démocrates aux différents postes fédéraux, tandis que les républicains voudront faire la sourde oreille. Au contraire, Donald Trump avance qu'il ne sait rien de ce projet, qui, pourtant, est né en vue de refaire le pays à

l'image des conservateurs extrémistes.

**\*Des retombés de l'attentat contre Donald Trump en Pennsylvanie**  
Kimberly Cheatle, directrice du « *United States Secret Service* » (USS), a présenté, hier, mardi 23 juillet, sa démission, suite à une séance au Congrès autour de l'attentat contre le candidat Donald Trump, le samedi 13 juillet, lors d'une réunion publique à Butler, une petite communauté de la Pennsylvanie.

Elle n'a pas répondu à certaines questions, tout en assumant toute la responsabilité

des dégâts occasionnés par l'attentat.

Entre-temps, il est de mandé au candidat Trump de ne plus organiser de réunions en plein air, comme ce fut le cas lors de l'attaque, qui a causé un mort et des blessés à deux individus.

Jusqu'à présent, on n'a pas toutes les données nécessaires pour déterminer s'il ne s'agissait pas d'un plan concocté pour créer un mouvement susceptible de créer de la sympathie pour Donald Trump qui, au cours d'une tournée à Grand Rapids, dans le Michigan, avec son colistier Vance, samedi dernier, 20 juillet, il a

déclaré que des faits pour s'attirer de la sympathie : « *J'ai subi, ayant pris une balle pour la démocratie* »; « *C'est Dieu lui-même qui m'a épargné* ».

Toutefois, ils sont nombreux, ceux qui se moquent de ce qu'avance Donald Trump. On a visionné une vidéo, montrant des enfants, l'un avec une sorte de fusil en sa possession, jouant au théâtre, ridiculisant cette affaire d'attaque contre l'ex-président américain. Qui sait, peut-être que toute la vérité sera révélée, un de ces jours.

Pierre Quiroule II  
raljo31@yahoo.com

## LE MASSACRE DE LA SALINE DE 2018 EN HAÏTI Plus de 30 personnes renvoyées devant le Tribunal criminel Deux ex-hauts fonctionnaires et Barbecue parmi elles...

Suite de la page 1

n, Bergelin Antoine, Jemeson Pierre, Émanus Charles, Polycar Felanto, Engy Xavier, Kalison Rosclair, Pyr Félix, dit Toutou Number One, Manel Lundy, Sensimy Saint-Clair, Manesse Gay, Sadrac Brice, Eddison Sony Laforest, Pierre Richard Saint-Fort, Polesse Dossous, Pierre Michel, alias Blanc Piman Machann Bal, Wilson Alfred, alias Grenn, Max Dolph Désir, Boillard Junior Alexis, Gerda Petidor, Cado Charles, Dabana Jean Michel et Pierre Léon Saint-Rémy.

D'autres personnes également sur cette liste sont sous le coup d'autres charges, notamment pour détention d'armes à feu, assassinat et tentative d'assassinat, incendie criminel, kidnapping et séquestration, association de malfaiteur.

La Fondasyon Je Klere (FJKL) et Réseau national de défense des Haïtiens (RNDH), deux organisations dont les enquêtes préliminaires avaient aidé à faire avancer l'enquête, se félicitent ces der-

niers événements déclarant que l'ordonnance du juge Morin constitue un pas dans la bonne direction, qui permettra de découvrir la vérité et de rendre justice aux victimes et à



Jimmy Chérizier, alias Barbecue, le chef de la fédération de gangs Viv Ansanm.

leurs familles. Elle permettra en outre de parvenir à la connaissance de ce qui s'était passé dans le quartier populaire de ce bidonville, le mois de novembre 2018.

Dans son intervention, la représentante de FJKL a fait

allusion au fait que les acteurs dans ce crime ont bénéficié de l'impunité pendant trop longtemps, ajoutant que, assurément, l'ordonnance du magistrat confirme la participation



du gouvernement à ce crime multiple.

La représentante de FJKL souhaite aussi que le procès de ces personnes se déroule dans le respect des lois pour que soient respectés les droits des victimes comme ceux des accu-

sés. Il est opportun de rappeler que, sous l'administration de Jovenel Moïse, Fednel Monchéry et Pierre-Richard Du plan étaient hauts placés au sein du pouvoir et avaient, avait-on appris, la responsabilité de mener une action punitive contre des jeunes de La Saline, qui animaient l'opposition contre Jovenel Moïse. Laissant se déchaîner leur passion criminelle sur les habitants de Cité Soleil, Barbecue et son équipe d'assassins avaient violé femmes et adolescentes, et exécuté de manière horrible les jeunes garçons, dont les cadavres, dans certains cas étaient livrés aux porceaux, qui les dévoreraient.

Dans les milieux où évoluent les défenseurs des droits de l'homme, Jimmy Chérizier et ses alliés dans l'exécution de ces crimes, étaient présentés comme une association criminelle au service du gouvernement. Cela donnait à Barbecue accès aux armes et véhicules de la Police, dans l'exécution de ces crimes.

L.J.



## ÉDITORIAL



# Réduire le train de vie de l'État, une obligation patriotique !

**H**aïti, qualifié de « *pays le plus pauvre de l'hémisphère occidentale* » s'est appauvri davantage, au cours des trente dernières années. Cette situation est rendue possible par l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération d'hommes politiques, après la chute de la dynastie des Duvalier. Si, dans le passé, le patriotisme animait, plus ou moins, les détenteurs des rennes de l'administration publique, parfois caractérisés par le despotisme, depuis les années 90, ce sont des mercenaires qui occupent les avenues où se prennent les décisions de l'État, dans l'objectif de créer des millionnaires. À moins que soit renversée cette pratique, les dirigeants continueront à tendre la sébile à la communauté internationale, au nom du peuple haïtien, causant la perte progressive de la souveraineté de la première République noire du monde.

En attendant que soient lancés les processus juridiques et légaux, en vue de la récupération des fonds détournés des comptes PetroCaribe et d'autres ressources, soient environ plus de USD 4 milliards \$, il est nécessaire de réduire le train de vie de l'État. Un pays aussi pauvre qu'Haïti ne peut supporter le poids des dépenses que ses décideurs lui imposent. Au niveau de l'Exécutif et du Parlement, entre les salaires offerts et les avantages octroyés aux acteurs, le Budget national est rogné sans ménagement, au point de rendre l'État haïtien insolvable trop souvent.

En effet, les détournements effectués sur les caisses publiques, sous l'administration de Jovenel Moïse, commençaient à avoir des conséquences néfastes sur la gestion du pays, comme, par exemple, l'incapacité du gouvernement de faire face à ses obligations. Voilà pourquoi étaient enregistrées des crises d'essence récurrentes occasionnées par l'incapacité du pouvoir de payer les factures énergétiques, les fournisseurs du Texas de produits pétroliers ayant arrêté les livraisons qu'attendaient urgemment les distributeurs d'essence et d'autres produits énergétiques sur le marché national.

Une autre incidence catastrophique entraînée sur l'administration publique se présentait sous forme de salaires impayés aux employés de l'État. Cette situation résultait en non versements de rémunérations, surtout aux contractuels, aux Ministères et à toutes les autres institutions publiques, y compris la Police nationale d'Haïti (PNH), institution cruciale pour assurer la sécurité. Tout cela imputable aux ponctions ef-

fectuées sur le Budget de l'État, sous Jovenel Moïse, obligé de pratiquer la politique consistant à découvrir Saint-Pierre pour couvrir Saint-Paul.

Après l'assassinat du président Moïse, le 7 juillet, 2021, dans la chambre à coucher de sa résidence familiale, à Pèlerin 5, suivi de la nomination, par la communauté internationale, du neurochirurgien Ariel Henry, à la primature, cette politique a continué avec lui. La dette de l'État envers ses employés était maintenue, si bien que, sous cette administration, manquait de ressources même pour financer les dépenses publiques, le régime Henry se trouvant toujours dans l'impossibilité de résoudre la persistante crise d'essence.

Cette culture d'abus des caisses publiques, commencée timidement avec le président Jean-Bertrand Aristide de finançant ses « *Petits Projets de la présidence* », au profit de ses partisans, par le biais de retraits effectués arbitrairement sur le compte de la Téléco défunte, prenait une différente allure, avec René Prével. Sous son administration, le Fonds PetroCaribe, rendu disponible, grâce à la générosité du président Hugo Chavez, du Venezuela, livrant le brut vénézuélien, à des coûts avantageux, aux pays de l'hémisphère et de la Caraïbe, y compris Haïti, Dans son cas, M. Prével a détourné les ressources alimentées par la livraison du brut vénézuélien à Haïti, au profit de son parti politique, en finançant les élections des candidats aux élections parlementaires, une stratégie visant à avantager son parti par sa représentation au Parlement, au détriment des autres formations politiques. De toute évidence, Prével s'est montré sobre, dans ses déprédations sur le Fonds Petro-Caribe, s'étant gardé de donner libre cours au pillage orchestré par ses successeurs, sur ces ressources, avec la participation des proches du pouvoir. Raison pour laquelle d'aucuns disaient que, en ce qui concernait les fonds publics, René Prével était « *au-dessus de tout soupçon* ». Alors qu'il faisait des pots de vin reçus des contrats qu'il a signés son assiette au beurre. À cet égard, on peut citer le contrat passé entre l'État haïtien et la compagnie SOGENER des Vorbe.

En Haïti, chaque occasion de changer l'équipe gouvernementale, soit suite aux élections ou une vacance présidentielle, entraînant l'arrivée au pouvoir d'une administration intérimaire, fait dire que la « *saison des récoltes est arrivée* ». C'est-à-dire, le moment de susciter des nominations dans des postes gouvernementaux clés, au niveau des institutions de l'État, notamment celles les plus pourvoyeuses de

richesse. Pour la première fois, à cette occasion, le pays est doté d'une équipe gouvernementale intérimaire multicéphale. Dans la logique de l'équipe gouvernementale aspirant à devenir millionnaire durant son mandat, tous les moyens sont bons pour que les acteurs arrivent à leurs fins. Mais le Conseil présidentiel intérimaire (CPT) se fait avare d'informations, par rapport aux salaires et aux avantages que ses membres se font attribuer.

Mais, malgré l'opacité dans laquelle évolue le CPT, certaines informations les concernant ont percé à jour. Si les données relatives aux salaires individuels de chaque conseiller présidentiel restent inconnues, on sait qu'une allocation de 32 millions de gourdes, octroyées à chacun pour « *installation* », a été faite. En sus de trois véhicules neufs dont le coût moyen de chacun est évalué à USD 60 000 \$. Sans compter le coût d'approvisionnement en essence chaque mois; et celui de cartes téléphoniques mises à la disposition de chacun. Il existe d'autres allocations qui resteront occultes, par rapport au grand public, puisque la grande conspiration consiste à garder au secret la somme des avantages dont bénéficie cette catégorie de fonctionnaires. Cela se comprend bien, car bientôt trois mois depuis leur entrée en fonction, les membres du CPT n'ont pas jugé nécessaire de publier leur patrimoine. À l'opposé de l'équipe du Premier ministre Gary Conille, lui et ses ministres, notamment, ayant rempli, tous presque ensemble, cette formalité constitutionnelle. Signifions, en même temps, que le montant du per diem du président, qui était de USD 5 000 \$ par jour, a été fixé à USD 20 000 \$ par Michel Martelly, le chef d'État qui a le plus voyagé de toute l'histoire de la République. À souligner que la Première dame, son épouse avait droit à un per diem de \$ 10 000, les autres membres de la famille \$ 7 500 et les menus fretins de son entourage recevaient \$ 4 000. Maintenu à ce niveau pour la famille présidentielle, par Jovenel Moïse, il faut se demander à combien s'élève le per diem d'un conseiller présidentiel.

D'autre part, les ministres, secrétaires d'État, directeurs généraux, à toutes les institutions et entreprises d'État, bénéficient également de gros avantages, encore financés à partir du Budget national. Ces derniers jouissent de voitures neuves et d'approvisionnement mensuel d'essence, de seconde résidence et de carte téléphonique.

En ce qui concerne le Parlement, le budget s'élève à 3,54 milliards de gourdes par mois, pour la Chambre basse.

Chaque député a également droit à une voiture, une seconde résidence, en sus d'allocations d'essence et de carte téléphonique.

Quant aux sénateurs, leurs frais de fonctionnement, y compris appointements, s'élèvent à 408 000 gourdes le mois pour chacun, en sus d'une allocation de 1 400 000 gourdes pour l'achat d'une voiture. Selon le protocole établi, le sénateur a également droit à une seconde résidence, ainsi que des allocations pour approvisionnement d'essence et carte téléphonique.

Après vérification de toutes les données sur le fonctionnement de l'Exécutif et du Parlement, qui sont loin d'être exhaustives, on ne peut que conclure à des réformes, qui s'avèrent plus que nécessaires. Puisque, en clair, ceux qui ont décidé de fixer les salaires et avantages prévus, pour ces deux catégories de fonctionnaires, n'avaient pas pris le temps d'équilibrer ceux-ci, par rapport aux maigres ressources du pays. Il est donc opportun de réviser cette situation, surtout en ce qui a trait à la mise en place d'une présidence pléthorique, pour la première fois dans l'histoire de la République.

Au milieu de cette longue crise financière et économique, dans laquelle se débat Haïti depuis si longtemps, des réformes salariales et en matière d'avantages aux fonctionnaires de l'administration publique, qui en jouissent démesurément, s'imposent. À commencer, bien sûr, par la réduction du train de vie de l'Exécutif et du Parlement, actuellement non existant. Voilà une initiative hautement patriotique, qui interpelle les filles et fils d'Haïti disant vouloir servir dignement le pays, à coups de sacrifices, pour qu'il soit remis sur ses pieds économique, sans tarder.

**HAÏTI OBSERVATEUR**  
P.O. Box 356237  
Briarwood, N.Y. 11435-6237 Tel. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION	
<b>HAÏTI</b> 1005-0046-0000 100 Avenue John F. Kennedy, 2ème étage Sud-Est, Cap-Haïtien, Haïti Tél: (001) 224-7500	<b>EDITIONS</b> 1 par semaine 1005-0046-0000 1005-0046-0000 1005-0046-0000
<b>CANADA</b> 1005-0046-0000 1005-0046-0000 1005-0046-0000 1005-0046-0000	<b>AFRIQUE ET ASIE</b> 1005-0046-0000 1005-0046-0000
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b> 1005-0046-0000 1005-0046-0000 1005-0046-0000 1005-0046-0000	<b>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE</b> 1005-0046-0000 1005-0046-0000
<b>EUROPE</b> 1005-0046-0000 1005-0046-0000 1005-0046-0000 1005-0046-0000	
Nom: _____	
Compagnie/Company: _____	
Adresse/Address: _____	
Ville/City: _____	
État/Province/Region: _____	
Code postal/Zip: _____	
Téléphone/Phone: _____	

# EDITORIAL



# Reducing government spending is a patriotic obligation!

Haiti, nicknamed “*the poorest country in the Western Hemisphere*,” has become even poorer over the past thirty years. This situation has been made possible when a new generation of politicians assumed power, following the fall of the Duvalier dynasty. Whereas in the past, patriotism, more or less, animated those who held the reins of public administration, though, at times characterized by despotism, since the 1990s, mercenaries have taken over and are responsible for making decisions for the state, while aiming at becoming millionaires. Unless this practice is reversed, the country’s leaders will continue in holding their hats out, as official beggars, to the international community, in the name of the Haitian people, causing at the same time the progressive loss of sovereignty of the world’s first Black Republic.

While waiting for the legal and judicial procedures to be launched to recover the approximately \$4 billion misappropriated from the Petro-Caribe Fund and other resources, it is more than necessary to reduce the lifestyle of public servants. For, a country as poor as Haiti cannot bear the financial burden imposed on it by its decision-makers. At the level of the Executive and Parliament, between the salaries offered and the benefits granted to those players, the national budget is ruthlessly savaged, to the point of making the Haitian state insolvent all too often.

Indeed, the embezzlement of public funds under Jovenel Moïse’s administration resulted in harmful consequences for the country’s management, such as the inability of the government to meet its obligations. There were recurrent fuel crises, because the government couldn’t pay the energy bills to the Texas suppliers of petroleum products who, in turn, halted deliveries of fuel urgently awaited by local distributors of gasoline to meet the need of the national market.

Another catastrophic impact on public administration came in the form of unpaid salaries to government employees. This situation resulted in the non-payment of salaries, especially to contract workers, to certain ministries and other public institutions, including the Haitian National Police (PNH), a crucial institution for ensuring security in the country. All of this is attributable to the deductions made from the State Budget under Jovenel Moïse, who became adept at what Haitians call the practice of depriving Saint-Peter to satisfy

Saint-Paul. Thus, the ballooning debt of the State to the employees kept mounting.

Reviewing the situation, one finds that this culture of abuse of public funds, began timidly with President Jean-Bertrand Aristide, who financed his “*Petits Projets de la Présidence*” (so-called Small Projects of the Presidency) for the benefit of his supporters, through arbitrary withdrawals from the account of the defunct Téléco, the government’s Telephone company.

Misappropriating public funds took a different form under President René Prével. It was under his administration, that diverting money from the Petro-Caribe Fund began. As it is, that Fund was set up through the generosity of President Hugo Chavez of Venezuela, who made Venezuelan petroleum products available, at advantageous costs to certain countries in the Western Hemisphere and the Caribbean, including Haiti. The benefits obtained were to be used for development projects in those countries. President Prével diverted the resources generated by the delivery of Venezuelan crude to Haiti to the benefit of his political party. He financed the elections of the candidates of his party to the Legislature, a strategy that was designed to benefit his party through enhanced representation in Parliament, to the detriment of other political formations.

Yet, President Prével was rather sober in his depredations of the Petro-Caribe Fund. He was a saint in comparison to his successors and their acolytes, who gave themselves free rein in plundering the Petro-Caribe Fund. That’s why some people say, when it came to public funds, René Prével was “*above suspicion*.” But he got his bribes in other circumstances, such as in the energy contracts he signed in behalf of the State. A case in point is the contract between the Haitian State and SO GENER, the energy producing concern of the Vorbe family.

Whenever there’s a government change in Haiti, whether following elections to bring a new team, or through a sudden presidential vacancy, it’s an opportunity for “*harvest season*” for those in the new administration. In other words, it’s time to call for appointments to key government posts in state institutions, especially those that generate the most wealth.

Now, for the first time, the country has a multi-headed interim government team at the presidential level. In the logic of aspiring to become a millionaire during one’s term in of office, any

means to reach the goal, whether good or bad, is of no worry to the players. All that counts is to achieve the ends. In that light, the Interim Presidential Council (CPT by its French acronym) is rather stingy with information regarding the salaries and benefits received by its members.

Despite the opacity in which the CPT operates, some information about it has come to light. While data on the individual salaries of each Presidential Councilor is unknown, we’ve found out that an allocation of 32 million gourdes was granted to each for “*installation*” cost. In addition, each got three new vehicles, the average cost of each estimated at \$ 60,000. On top of that there’s a monthly allocation for fuel and telephone cards made available to everyone. There are other allowances which will remain hidden from the general public, since the great conspiracy is to keep secret the total of the benefits enjoyed by this new category of civil servant.

Meanwhile, almost three months after assuming their responsibilities, the members of the CPT have not deemed it necessary to publish their assets, as constitutionally mandated. This is in stark contrast to Prime Minister Gary Conille’s team, including his ministers, who have complied with this constitutional formality.

To be noted, President Michel Martelly had quadrupled his per diem to \$20,000 from \$5,000. And he happens to be the most-travelled Head of State in the history of the Republic. He saw to it that the First Lady, his wife, got \$10,00 a day and other members of his families, who accompanied him was entitled to \$7,500 each day. Also, the lesser ones in the team got \$4,000 a day. Though, under Jovenel Moïse, there probably was no change in the structure of the per diem, one wonders how much it is today.

As for the ministers, secretaries of state and general managers of state institutions and companies, they also enjoy substantial benefits, all financed from the budget. They enjoy new cars and monthly supplies of petroleum products, second residences and telephone cards.

The budget for the Lower House of Parliament, though inexistant now, is 3.54 billion gourdes. (Current conversion rate of Haitian gourde is 0.0076 to \$1.00). Each deputy, or Congress person, is also entitled to a car and a second residence, in addition to fuel for their vehicles and telephone card allowances.

As for senators, their operating expenses, including salaries, amount to 408,000 gourdes per month for each, in addition to an allowance of 1,400,000 gourdes for the purchase of a vehicle. According to established protocol, senators are also entitled to a second residence, as well as to monthly allowances for fuel and telephone cards.

After checking all the data, though not exhaustively, on the functioning of the Executive and Parliament, which is not currently operational, we can only conclude that reforms are more than necessary. Clearly, those who decided to set the salaries and benefits for these two categories of civil servants had not pondered about how all those expenses compared to the country’s meager resources. It is, therefore, timely to review this situation, especially in light of the establishment of the plethoric presidency, a first in the history of the Republic.

Considering the protracted financial and economic crisis in which Haiti has been embroiled for so long, salary and benefit reforms for the disproportionately rich civil servants are essential. Of course, that should begin with a reduction in the lifestyle of the Executive and Parliament, which is expected to be functioning following the upcoming elections. This is a highly patriotic initiative, which calls on all the sons and daughters of Haiti who are willing to serve the country with dignity while consenting certain sacrifices. That will go a long way in quickly putting the country back on its feet economically, a major step in shedding the moniker of “*the poorest country in the Western Hemisphere*. ##

**HAITI OBSERVATEUR**  
 Haiti-Observateur  
 P.O. Box 356237  
 Briarwood, N.Y. 11435  
 6235Tel. (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM**  
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<b>HAITI</b> 1008-00000000 10 Avenue Jean-Bertrand Aristide 114 Avenue de la Liberté 11435-0000 (718) 812-2820 12215 Avenue de la Liberté, 11435-0000 (718) 812-2820	<b>EURO-AMÉRIQUE</b> 1 an (12 numéros) 90.00 \$ US 6 mois (6 numéros) 48.00 \$ US 3 mois (3 numéros) 28.00 \$ US
<b>CANADA</b> 1008-00000000 1008-00000000 1008-00000000 1008-00000000 1008-00000000	<b>AFRIQUE ET ASIE</b> 1 an (12 numéros) 100.00 \$ US 6 mois (6 numéros) 55.00 \$ US 3 mois (3 numéros) 32.00 \$ US
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b> 1 an (12 numéros) 100.00 \$ US 6 mois (6 numéros) 55.00 \$ US 3 mois (3 numéros) 32.00 \$ US	<b>EUROPE</b> 1 an (12 numéros) 75.00 \$ US 6 mois (6 numéros) 45.00 \$ US 3 mois (3 numéros) 28.00 \$ US

Nom/Prénom: \_\_\_\_\_  
 Adresse/Compte: \_\_\_\_\_  
 Ville/Pays: \_\_\_\_\_



# LE FOOTBALL HAÏTIEN ET LA COUPE DU MONDE U20

## Le Comité de normalisation porte l'entière responsabilité de la déchéance du football des jeunes en Haïti

Par Ricot Saintil

Toute fédération de football di gne de ce nom, fait du dévelop- pement des jeunes la pierre angu-

sieurs catégories de jeunes afin de leur offrir des opportunités d' avenir et de permettre au football national de rivaliser avec les meil leurs équipes du monde. Ce pro-

de compétitions adaptées aux dif- férents âges, garantissant ainsi une progression constante et structurée des talents émergents.

La fédération haïtienne de football (FHF), autrefois alignée sur cette vision, a, malheureusement, renoncé à la formation des jeunes. Elle a opté pour la recher- che de jeunes expatriés, souvent peu familiers avec le pays qu'ils représentent et dépourvus de compétences tactiques et techni- ques adéquates. Cette situation, créée par le Comité de normali- sation, a anéanti le football des jeunes, devenu la risée de la zone CONCACAF depuis quatre ans. Cette politique a affaibli les fonda- tions mêmes du développe- ment du football haïtien, négligeant les talents locaux et ou- bliant l'importance d'une forma- tion continue et cohérente.

Pour illustrer la gravité de cette situation, il suffit de noter que la Sélection haïtienne des moins de 20 ans, engagée dans la dernière phase des éliminatoires du Mondial de cette catégorie, a

subi une sévère défaite (4-0) face au Mexique, lors de son entrée dans la compétition. Cette équipe a révélé toutes ses carences tech-

le directement de l'abandon de la formation locale des jeunes.

Toutes les fédérations de foot- ball disposent de plusieurs équi-



La délégation d'anciens joueurs de l'Aigle Noir.

laire de ses projets sportifs. Elle met en place un programme d'éli- te axé sur la formation de plu-

cessus inclut des investissements dans les infrastructures, la forma- tion des entraîneurs, et la création



De droite à gauche, au 1er rang, Étienne Beauvoir (président de l'Aigle Noir), Marion Leandre, Philippe Vorbe, Guy Sainvil.

niques et tactiques. Les joueurs étaient incapables de se procurer des occasions dangereuses, ré- duisant ainsi leurs chances de qua- lification à néant. Ce manque de préparation et de cohésion décou-

pes de catégories différentes et ont la responsabilité de veiller à la formation et au développe- ment des jeunes. Pour ce faire,

Suite en page 4

# VOICI UN MESSAGE À NE PAS IGNORER.

Connectez-vous à votre compte ou appelez-nous pour commencer.

nystateofhealth.ny.gov

(855) 355 5777

NY State of Health

AUJOURD'HUI 13 h 02

Les règles de renouvellement de l'assurance maladie changent pour les personnes actuellement souscrites à **Medicaid**, **Child Health Plus** ou **Essential Plan**.

Lorsque **NY State of Health** vous contacte, le moment est venu pour vous de prendre des mesures concernant votre assurance maladie.